

nions le contrepied et que nous nous attachions à l'édification d'une société canadienne plus dynamique dont tous, et surtout nos jeunes, puissent être fiers.

Des voix: Bravo!

LA MOTION D'AJOURNEMENT

QUESTIONS À DÉBATTRE

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre, je vous prie. En conformité de l'article 40 du Règlement, je dois informer la Chambre des questions qui seront soulevées ce soir au moment de l'ajournement: le député de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis)—Les ponts—Vancouver—Le financement de la construction d'une troisième installation; le député de Central Nova (M. McKay)—Les pêches—La saison de la pêche au homard en Nouvelle-Écosse; le député de Regina-Est (M. Burton)—Le retrait de chefs de gare en Saskatchewan et en Alberta—L'étude des engagements pris par le Canadien Pacifique.

LE DISCOURS DU TRÔNE

SUITE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

La Chambre reprend le débat, ajourné le lundi 21 février, de la motion de M. Ross Whicher: Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général en réponse au discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la session, et de l'amendement de M. Stanfield (p. 34), ainsi que du sous-amendement de M. Caouette.

M. H. E. Stafford (Elgin): Ceux qui prônent l'indépendance du Canada répètent un cliché usé que déclament des hommes politiques depuis le premier jour de la Confédération. L'intensification du débat sur le nationalisme économique, depuis deux ans, m'inquiète beaucoup. Un grand nombre de nationalistes sur le plan économique ont la même perspective à courte vue que la Grande-Bretagne dans les années 1770, alors qu'elle voulait échanger toute l'Amérique du Nord britannique contre l'île de la Guadeloupe. Il n'est pas très opportun d'appuyer le nationalisme économique alors que nous faisons face aux sombres réalités d'un monde où règne l'interdépendance.

Des voix: Plus lentement.

Une voix: Traduction!

M. Stafford: Chaque chose a son prix et nous devons établir ce prix. Nous n'aurions pu atteindre le deuxième rang dans le monde pour le niveau de vie sans les investissements, le savoir-faire technique et les marchés des États-Unis, mais nous y sommes parvenus avec une pleine mesure d'indépendance. Faites le tour du monde et comparez les avantages dont nous jouissons à titre de Canadiens: vous verrez qu'on ne trouve l'équivalent nulle part, si ce n'est aux États-Unis. Irving Beecher trouvait difficile d'échapper à la conclusion que les investissements économiques donnaient un avantage énorme au Canada et, de son côté, A. E. Safarin a constaté que le résultat net favorisait notre pays de façon éclatante. John Kenneth Galbraith a conclu qu'une société prendra les mêmes décisions et créera le même genre de climat politique, qu'elle soit dirigée par des Américains ou par des Canadiens. Il est évident que la société multinationale n'est pas plus en mesure de dicter des politiques à notre pays que les grandes compagnies canadiennes.

[L'hon. M. Hellyer.]

Des voix: Allez plus lentement.

M. Stafford: Les Canadiens achètent invariablement les appareils les plus modernes aux prix les plus raisonnables. Les acheteurs étrangers sont tout aussi exigeants. Pour concurrencer les marchés mondiaux, nous devons fabriquer des produits qui sont en demande et, pour y arriver, il nous faut profiter des méthodes de recherche et de développement américaines. Une partie importante de la technologie dans le monde est due à la seule ingéniosité américaine. La réponse est simple: pour chaque dollar que nous dépensons en recherche et en développement, les Américains en dépensent environ quarante. A cette époque-ci de notre histoire, aucune initiative canadienne, aucune concentration intensive sur notre recherche et développement n'égale ce que nous offrent les Américains. Même le plus grand rêveur canadien ne pourrait certainement pas imaginer que nous pouvons y arriver de nous-mêmes, du moins pour de nombreuses années à venir.

Les nationalistes économiques ne nous disent jamais ce que les Canadiens auraient fait sans les investissements américains. Leur conclusion sur les répercussions économiques des investissements étrangers se fonde sur des généralisations, des conjectures et des suppositions et ne tiennent pas vraiment compte de la situation complexe dans laquelle vit le Canada. Ils fondent leurs dires sur des arguments purement hypothétiques. Ils concluent sans réfléchir que notre pays est gouverné par les conseils d'administration des grandes sociétés multinationales américaines et non par nos trois paliers de gouvernement.

Une voix: Accélérez.

M. Stafford: De nombreux députés d'en face sont obsédés par la question de la survie de notre pays. Pendant la période des questions et dans les débats, ils crient que le contrôle américain de notre industrie a maintenant atteint des proportions de domination économique, que nous sommes sous le joug américain et qu'avant tout, nous devons nous chercher de nouveaux associés commerciaux, que les sociétés multinationales américaines achètent le Canada avec notre propre argent et ne font pas leur part de recherche et de développement dans notre pays, que nous avons perdu notre indépendance politique, économique et culturelle ou qu'elle est pour le moins dans un état grave et précaire, que nous avons déjà perdu notre pouvoir décisionnel, que les Américains ont même volé notre sport national.

Il semble de mise de critiquer aujourd'hui les investissements américains. Les media ont tellement donné la vedette à ceux qui prônent la restriction des investissements étrangers, que de nombreux groupements et hommes politiques, allant du groupe d'étude Watkins jusqu'au Sénat en ont conclu qu'une vague d'inquiétude soudaine déferlait sur le pays au sujet de la domination américaine. Le Canadien moyen ne pense pas avoir aliéné son indépendance. Plusieurs millions de nos concitoyens sont bien aise de capter les émissions télévisées américaines. Le rapport du groupe d'étude Watkins, publié en 1968, a estimé qu'en 1964 les avoirs canadiens détenus par les étrangers s'élevaient à 33 milliards de dollars. Il a recommandé la création d'un organisme spécial chargé de coordonner les politiques relatives aux sociétés multinationales.

Depuis lors, le manifeste Watkins a affirmé que la menace la plus sérieuse pour la survie du Canada était la mainmise américaine sur notre économie. Il est curieux